

Déclaration liminaire du comité technique ministériel du 8 novembre 2022

Monsieur le Président,

C'est le dernier CTM de cette mandature et nous déplorons qu'il s'effectue encore une fois en visioconférence.

Cette mandature a été marquée par la dégradation continue du dialogue social, notamment à cause de la mise en œuvre de la loi de la transformation de la Fonction publique. Le MASA n'y a pas échappé. Notre service public et ses agents en souffrent aujourd'hui dans tous les secteurs !

Quel est le point commun entre l'enseignement, la santé, la défense, la sécurité sanitaire ? Et bien c'est le même qu'entre la justice, l'aménagement du territoire, la protection de l'enfance... Ce point commun c'est le service public. Le service public est le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas. Ces grands principes sont inscrits dès 1789 dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Pour **FO** il n'y a pas de République sans service public et il n'y a pas de service public sans agents.

FO est opposée à la loi de transformation de la Fonction Publique qui est une remise en cause sans précédent des missions du service public et de ses agents, sans lesquels le service public ne peut pas exister. Cette loi est le dernier avatar de 30 ans d'attaques.

Le COVID a révélé combien les services publics ont été abîmés mais aussi combien ils sont indispensables. Face à la pandémie, les agents publics ont tenu bon mais il est temps de mettre un terme à la précarisation des emplois et à l'effritement des moyens et des salaires.

Pour nos droits, nos salaires, nos carrières, partout où le service public existe et notamment au MASA, chez ses opérateurs, dans ses établissements, avec **FO** nous avons défendu et défendons toujours ce service public.

Le service public a une histoire. Donnons lui un avenir !

Du 1er au 8 décembre 2022 nous serons appelé à voter aux élections professionnelles de la Fonction Publique par vote électronique. En dépit des difficultés qui pèsent sur l'organisation, **FO Agriculture** souhaite le meilleur déroulement possible et l'accès de tous à ce scrutin. Il en va de la démocratie et du dialogue social.

FO Agriculture tient à remercier les efforts accomplis par les personnels des services du RH du MASA. Ils ont permis de corriger les nombreux dysfonctionnements dus à des décisions trop tardives des responsables de l'interministériel et notamment de la DGAFP. Une chose est certaine, on ne peut pas tout gérer en Interministériel !

Le 18 octobre, beaucoup de nos collègues étaient dans la rue pour revendiquer l'augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux, ainsi que l'amélioration des conditions de vie et d'études.

Concernant l'enseignement agricole, le 18 octobre, nous, **FO** avons appelé nos collègues à la mobilisation contre la réforme de la voie professionnelle en formation initiale voulue par le gouvernement. Quelques jours auparavant, à l'instar du SNETAA-**FO**, nous avons refusé de participer aux groupes de travail proposés par la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels auprès du ministre du Travail.

Le DGER nous dit que cette "refondation" est l'opportunité de faire valoir collectivement les atouts de la formation professionnelle initiale dans l'enseignement agricole. Mais il conclut en disant qu'au final il faudra s'aligner sur les directives du président !

A **FO**, nous pensons que cette réforme n'a pas pour objectif d'améliorer l'enseignement professionnel, ni l'avenir de nos jeunes. Nous pensons que l'objectif est bien de démolir l'enseignement professionnel par voie initiale au profit d'intérêts privés.

Dans l'enseignement agricole comme à l'Education nationale, nous risquons la fermeture d'établissements, la suppression de postes, l'accroissement de l'autonomie des établissements, notamment concernant la gestion de la DGH (dotation globale horaire). Les régions sont déjà à l'affût pour reprendre en totalité ou en partie l'enseignement professionnel, à la découpe. Pour nous, cette autonomie et cette décentralisation sont contraires à l'égalité républicaine !

Et qui voudrait faire de nos élèves, souvent déjà en difficultés, de la « chair à patrons » ?

Nous restons mobilisés et invitons nos collègues à participer aux défilés en intersyndicale le 17 novembre et à rejoindre la mobilisation parisienne du samedi 19 novembre.

Car c'est le rapport de force qui peut faire basculer les choses !

Enfin, **FO Agriculture** remercie l'ensemble des agents du MASA qui lui font et lui feront confiance. Nous sommes là en tant que première organisation syndicale de la Fonction Publique d'Etat et nous serons toujours là pour défendre ce service public en toute liberté, en toute indépendance et sans pressions politiques.

Merci de votre attention !